

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 596

mettant en demeure la société OUEST BOULANGERE
pour les installations qu'elle exploite aux Herbiers

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement fixant la nomenclature des installations classées ;

Vu les dispositions du code de l'environnement, parties législatives et réglementaires, applicables aux installations relevant d'une rubrique 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°00-DRCLE/4-560 du 16 novembre 2000 autorisant la société OUEST BOULANGERE à exploiter une unité de fabrication de brioches et viennoiseries aux Herbiers ;

Vu le courrier du préfet de la Vendée, du 15 mai 2014, actant l'exploitation par la société OUEST BOULANGERE et au bénéfice des droits acquis d'une installation autorisée au titre de la rubrique 3642-3 ;

Vu le II de l'article R.515-82 du code de l'environnement imposant aux exploitants d'installations relevant d'une rubrique 3000 à 3999 et qui, entrées en service avant le 7 janvier 2013, n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, la remise avant le 7 janvier 2014 d'un dossier de mise en conformité, ainsi que d'un rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 octobre 2014, transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 octobre 2014, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que les installations exploitées par la société OUEST BOULANGERE sont autorisées, au bénéfice des droits acquis, au titre de la rubrique 3642 et qu'elles relèvent donc des dispositions du code de l'environnement relatives aux installations visées à l'annexe 1 de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles ;

Considérant que ces installations ont été mises en service avant le 7 janvier 2013 et qu'elles n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;

Considérant que l'exploitant était tenu, conformément au II de l'article R.5145-82 susvisé de remettre, avant le 7 janvier 2014, un dossier de mise en conformité ainsi que, le cas échéant, un rapport de base ;

Considérant que l'exploitant n'a pas remis le dossier de mise en conformité et le rapport de base susmentionnés et qu'il est donc en écart vis-à-vis de l'article R.515-82 II susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société OUEST BOULANGERE de

respecter les dispositions du II de l'article R.515-82 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce même code ;

ARRETE

Article 1 : La société OUEST BOULAGERE, exploitant une unité de fabrication de pains et viennoiseries située 10 rue Olivier de Serres aux Herbiers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du II de l'article R.515-82 du code de l'environnement.

Pour cela, dans ce délai de trois mois, l'exploitant :

- soit remet au préfet de la Vendée les éléments prévus par le II de l'article R.515-82 du code de l'environnement,
- soit réduit son niveau d'activité afin de ne plus relever de la rubrique 3642-3, en informe le préfet de la Vendée et procède à la mise à l'arrêt définitif de l'installation avec poursuite d'activité sous le régime d'enregistrement, conformément aux articles R.512-39-1 et R.515-75 du code de l'environnement.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie des Herbiers et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 14 NOV 2014

Le Préfet,

Jean-Benoît ALBERTINI

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 596

mettant en demeure la société OUEST BOULANGERIE pour les installations qu'elle exploite aux Herbiers

Chemin :

Code de l'environnement

- ↳ Partie législative
 - ↳ Livre Ier : Dispositions communes
 - ↳ Titre VII : Dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions
 - ↳ Chapitre Ier : Contrôles administratifs et mesures de police administrative
 - ↳ Section 2 : Mesures et sanctions administratives

Article L171-8

- ↳ Créé par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 3

I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II. — Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.